

## **Meurt le coup d'état ou meurent les constitutions.**

Les pays d'Amérique Latine luttent contre la pire crise financière de l'histoire à l'intérieur d'un ordre institutionnel relatif.

Quand le président des Etats-Unis, Barack Obama, en voyage à Moscou pour aborder les thèmes vitaux en matière d'armes nucléaires, déclarait que l'unique président constitutionnel du Honduras était Manuel Zelaya, à Washington, l'extrême droite et les faucons manoeuvraient pour que celui-ci négocie l'humiliant pardon pour les illégalités que lui attribuaient les putschistes.

Il était patent qu'un tel acte signifierait devant les siens et devant le monde, sa disparition de la scène politique .

Il est prouvé que, lorsque Zelaya annonça qu'il reviendrait le 5 juillet, il était décidé à accomplir sa promesse de partager avec son peuple la brutale répression putschiste.

Avec le président, voyageaient Miguel d'Escoto, président pro tempore de l'Assemblée Générale de l'ONU et Patricia Rodas, la chancelière du Honduras, de même qu'un journaliste de Telesur et quelques autres personnes ,9 en tout . Zelaya maintint sa décision d'atterrir. En plein vol, alors qu'il approchait de Tegucigalpa, il fut informé depuis la terre par les images de Telesur que l'énorme foule qui l'attendait à l'extérieur de l'aéroport était attaquée par les militaires avec des gaz lacrimogènes et des fusils automatiques.

Sa réaction immédiate fut de demander de prendre de l'altitude pour dénoncer les faits sur Télésur et de demander au chef de cette troupe de faire cesser la répression. Il les informa ensuite qu'il atterrirait. Le haut commandement ordonna alors d'obstruer la piste et, en quelques secondes, des véhicules de transport motorisés l'obstruèrent. Le jet Falcon survola trois fois l'aéroport à basse altitude . Les spécialistes expliquent que le moment de plus grande tension et le plus dangereux pour les pilotes, c'est quand des avions rapides et de petite taille comme celui qui amenait le président , réduisent leur vitesse pour entrer en contact avec la piste. C'est pour cela que je pense que cette tentative pour revenir au Honduras fut audacieuse et courageuse.

S'ils voulaient le juger pour de soi-disant délits constitutionnels, pourquoi ne lui ont-ils pas permis d'atterrir ?

Zelaya sait qu'étaient en jeu non seulement la Constitution du Honduras mais aussi le droit des peuples d'Amérique Latine à élire leurs gouvernants.

Le Honduras est aujourd'hui non seulement un pays occupé par les putschistes mais , en plus, un pays occupé par les forces armées des Etats-Unis.

La base militaire de Soto Cano connue aussi sous son nom de Palmerola, située à moins de 100 km de Tegucigalpa, réactivée en 1981 sous l'administration Reagan, fut utilisée par le colonel Oliver North quand il assura le commandement de la sale guerre contre le Nicaragua et le gouvernement des Etats-Unis dirigea de là ses attaques contre les révolutionnaires salvadoriens et guatémaltèques qui firent des dizaines de milliers de morts. Là se trouve l'« Unité Inter Force Bravo » des Etats-Unis composée d'éléments des trois armes et occupant 85% de la surface de la base. Eva Golinger publie sur le site digital « Rebellion » le 2 juillet

2009 son article intitulé « La base militaire des Etats-Unis au Honduras au centre du coup d'état ». Elle explique que « la constitution du Honduras ne permet pas légalement la présence militaire étrangère dans le pays. Un accord entre Washington et le Honduras autorise l'importante présence stratégique de centaines de militaires étasuniens dans la base par un accord semi-permanent. L'accord fut passé en 1954 comme faisant partie de l'aide militaire que les Etats-Unis offraient au Honduras, le troisième pays le plus pauvre de l'hémisphère. L'accord qui permet la présence militaire des Etats-Unis dans le pays d'Amérique Centrale peut être résilié sans préavis. »

Soto Cano est également le siège de l'Académie d'Aviation du Honduras. Une partie des effectifs de l'Unité Inter Force des Etats-Unis est composée de soldats honduriens .

Quel est l'objectif de la base militaire, avions, hélicoptères et unité inter forces des Etats-Unis au Honduras ? Sans doute doit-elle uniquement être employée en Amérique Centrale. La lutte contre le narco-trafic n'a pas besoin de ces armes.

Si le président Manuel Zelaya n'est pas réintégré dans sa charge, une vague de coups d'Etat menace de balayer plusieurs gouvernements d'Amérique Latine ou alors ceux-ci resteront à la merci des militaires d'extrême droite éduqués dans la doctrine de sécurité de l'Ecole des Amériques, experte en tortures, guerre psychologique et terreur. L'autorité de nombreux gouvernements civils en Amérique Centrale et en Amérique du Sud resterait affaiblie. Ces temps ténébreux ne sont pas si lointains. Les militaires putschistes ne feraient même pas attention à l'administration civile des Etats-Unis. Cela peut être très négatif pour un président qui, comme Barack Obama, désire améliorer l'image de son pays. Le Pentagone obéit dans la forme au pouvoir civil, les légions comme à Rome, n'ont pas encore pris le commandement de l'empire.

Il ne serait pas compréhensible que Zelaya admette maintenant des manoeuvres dilatoires qui affaibliraient les forces sociales considérables qui le soutiennent et conduisent seulement à un affaiblissement irréparable.

Le président illégalement renversé ne cherche pas le pouvoir mais défend un principe et comme l'a dit Martí : « Un principe juste du fond d'une grotte est plus puissant qu'une armée ».

Fidel Castro Ruz,  
10 juillet 2009,  
6h15 p.m

(Traduction Gaston Lopez)